



CONVENTION RELATIVE AU PORTAGE DE LA STRATEGIE LOCALE DU TERRITOIRE A RISQUE IMPORTANT D'INONDATION DE L'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER

Entre

- L'Institution Interdépartementale des barrages réservoirs du bassin de la Seine, établissement public à caractère administratif regroupant les départements de Paris, de la Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne créé par arrêté ministériel du 16 juin 1969, dont le siège est situé 8 rue Villiot à PARIS, représentée par son président, M, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'administration n° en date du,

ci-après dénommée « IIBRBS »,

d'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier Der & Blaise, dont le siège est situé à l'hôtel de ville de SAINT-DIZIER, représentée par son président, Monsieur François CORNUT- GENTILLE, Député-Maire de Saint-Dizier, agissant en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n° en date du,

ci-après dénommée « CA de Saint-Dizier »,

d'autre part,

PREAMBULE

Par arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 27 novembre 2012, l'agglomération bragarde a été désignée comme Territoire à Risque important d'Inondation (TRI) dans le cadre de la seconde phase de mise en œuvre de la Directive européenne dite « Inondation » du 23 octobre 2007. Cette désignation induit la définition d'une stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI).

La présence des ouvrages appartenant et gérés par l'IIBRBS (Lac réservoir Marne du Der - Chantecoq) au droit et inclus partiellement dans le périmètre de la stratégie locale génère une implication forte de l'Institution dans le processus d'élaboration de cette stratégie locale.

Dans ce contexte, il est apparu nécessaire d'examiner les besoins à satisfaire et les intérêts respectifs de la CA de Saint-Dizier et de l'Institution. Cette analyse permet de mettre en évidence les intérêts communs en termes d'investigations à mener, de cohérence et de coordination des actions et des acteurs, de l'influence et l'interaction des dispositions structurelles et non structurelles liées à la définition de la stratégie locale du TRI de l'agglomération bragarde.

La convergence des intérêts respectifs de nos deux structures justifie ainsi la nécessité de contractualisation ce partenariat fondé sur la localisation des ouvrages de l'IIBRBS, de leur impact significatif sur l'agglomération bragarde et des compétences de l'IIBRBS labélisée EPTB en matière d'élaboration et de conduite des opérations de préventions contre les inondations.

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT,

VU la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation et ses étapes de mise en œuvre,

VU le courrier de Monsieur François CORNUT-GENTILLE, Président de la CA de Saint-Dizier en date du 5 janvier 2015 sollicitant le portage de la SLGRI à l'IIBRBS,

VU la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise en date du xxxxxxxx 2015,

VU la délibération n° du Conseil d'administration de l'IIBRBS en date du xxxxxxxx 2015.

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'IIBRBS s'engage à élaborer la stratégie locale du TRI de l'agglomération de Saint-Dizier à la demande et en partenariat de la CA de Saint-Dizier, sous l'autorité des services de l'Etat et selon les modalités définies aux articles suivants de la présente convention.

Article 2 : Engagements des parties

Les parties s'engagent à coordonner et mutualiser leur contribution pour élaborer la stratégie locale du TRI de l'agglomération de Saint-Dizier au plus tard en décembre 2016.

Les **charges d'animation et de secrétariat** (préparation des dossiers, pilotage du dossier, intendance de salle, courriers d'invitation, de notification, comptes-rendus...) sont dévolues à l'IIBRBS à hauteur de **8 réunions** selon un programme d'intervention exposé en annexe à la présente convention.

La CA de Saint-Dizier s'engage à compenser les charges d'animation assurées par l'IIBRBS par une participation financière de 8000 € TTC et à mettre à la disposition de l'IIBRBS les locaux nécessaires à la tenue des réunions.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée d'étude et d'élaboration de la stratégie locale du TRI de l'agglomération de Saint-Dizier dont l'achèvement est fixé à décembre 2016.

Elle prend fin à la publication de l'arrêté interpréfectoral approuvant la stratégie locale du TRI de l'agglomération de Saint-Dizier.

Article 4 : Conditions de paiement

Au titre des charges d'animation et de secrétariat, la CA de Saint-Dizier s'engage à verser à l'IIBRBS une participation correspondant à 1 000 € par réunion, soit un montant total de 8 000 € estimé à l'article 2 de la présente convention.

Il est convenu entre les parties que la participation annuelle correspondra pour chaque exercice budgétaire à un versement de 4 000 € TTC.

Les versements seront effectués à l'IIBRBS, sous réserve de la tenue effective des réunions prévues au programme d'intervention présenté en annexe à la présente convention.

Article 5 : Litiges et contestations

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, faute d'être résolus à l'amiable entre les parties, exclusivement soumis au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, territorialement compétent.

Article 6 : Clause de résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en 3 exemplaires originaux à SAINT-DIZIER, le

Pour l'Institution Interdépartementale des barrages
réservoirs du bassin de la Seine
Le président,

xxxxxxxxxxxxxx

Pour la Communauté d'agglomération de Saint-Dizier,
Der & Blaise
Le président,

François CORNUT-GENTILLE
Député-Maire de Saint-Dizier